

ASSEMBLÉE NATIONALE
Trente-quatrième Législature, première session

1991, chapitre 89
LOI CONCERNANT VILLE D'ANJOU

Projet de loi 301

présenté par M. Jean-Claude Gobé, député de Lafontaine

Présenté le 3 décembre 1991

Principe adopté le 18 décembre 1991

Adopté le 18 décembre 1991

Sanctionné le 18 décembre 1991

Entrée en vigueur: le 18 décembre 1991

Loi modifiée: Aucune



CHAPITRE 89

Loi concernant Ville d'Anjou

[Sanctionnée le 18 décembre 1991]

Préambule ATTENDU que Ville d'Anjou a intérêt à ce que certains pouvoirs lui soient accordés;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

Rapport d'activités **1.** Une corporation visée à l'article 5 de la Loi concernant Ville d'Anjou (1979, chapitre 113) doit, au plus tard le 31 mars de chaque année, faire au conseil rapport de ses activités pour son année financière précédente; ce rapport doit aussi contenir tous les renseignements que le conseil peut prescrire.

Renseignements Cette corporation doit, en outre, fournir en tout temps au conseil tous les renseignements qu'il requiert sur ses opérations.

Contributions Le conseil peut autoriser le versement de contributions afin de combler le déficit ou de financer les activités de cette corporation. Il peut en outre garantir la dette contractée par cette corporation.

Aliénation d'un immeuble **2.** Malgré l'article 2 de la loi mentionnée à l'article 1, mais sous réserve du sous-paragraphe 2.1° du paragraphe 1 de l'article 28 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) qui s'applique compte tenu des adaptations nécessaires, le conseil peut autoriser Anjou 80 à aliéner un immeuble dont cette corporation est propriétaire à un prix inférieur à celui requis pour couvrir toutes les dépenses relatives à cet immeuble.

Entrée en vigueur **3.** La présente loi entre en vigueur le 18 décembre 1991.